

MIGRANT·E·S :

ÉGALITÉ, SOLIDARITÉ



En cette journée internationale des migrant·e·s, le CREAL76 les assure de sa pleine solidarité car « Égaux, Égales, personne n'est illégal » dans notre commune humanité.

La Fédération internationale pour les droits humains indique qu'ils/elles représentent 3,2 % de la population mondiale. Les migrations se font essentiellement d'un pays du sud vers un autre pays du sud, ce qui rend encore plus indignes toutes les barrières souvent meurtrières mises en place par les riches pays du nord en Méditerranée ou dans les zones où ils soustraient leur politique migratoire à des États peu soucieux des droits humains. Le tri, la sélection des migrant·e·s sont aussi un déni d'égalité et de droits, qu'ils se fassent au nom des besoins du patronat ou de quotas marchandés entre pays, de critères inavoués liés à leur origine. Des populations persécutées sont contraintes à migrer pour des raisons ethniques ou religieuses.

Macron et Darmanin courent derrière l'extrême droite

Préfigurant le durcissement de la loi qui sera débattue début 2023 Darmanin a envoyé une circulaire aux préfets le 17 novembre. Il leur demande, ainsi qu'à la police et à la gendarmerie, d'appliquer plus fermement les obligations de quitter le territoire (OQTF), d'augmenter le nombre de personnes étrangères concernées, de les assigner à résidence, de les priver des droits sociaux éventuels. Le projet de loi vise à diviser par 3 les possibilités de recours en accélérant les expulsions. Le droit d'asile risque aussi d'être mis à mal par l'usage systématique de la visioconférence, par des procédures écourtées, par la mise en place d'un juge unique et par la territorialisation de la Cour Nationale du Droit d'Asile.

Et si un titre de séjour est prévu « pour les métiers en tension », il restera à la discrétion des changements de conjoncture. Ce 23^e texte législatif depuis 1980 installe un climat de défiance à l'égard des migrant·e·s qui fait le miel des droites extrêmes. □

De l'inhumanité comme moyen de gérer les conséquences du dérèglement climatique

D'abord la manifestation contre la construction de la mégabassine de 720 000 m³ de Sainte-Soline : manifestation qui a été l'occasion pour Gérald Darmanin de qualifier « d'écoterroristes » les 7 000 contestataires de la privatisation de l'usage de l'eau au bénéfice de l'agrobusiness. Ces propos volontairement provocateurs viennent après la violente répression policière contre les manifestant·e·s, qui s'est soldée par une soixantaine de personnes blessées par les forces de police dont 5 hospitalisées et 5 interpellées.

Au même moment, l'enquête sur la mort de 27 migrant·e·s dans la Manche le 24 novembre 2021 accable les secours français du CROSS Gris-Nez, (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes du Pas-de-Calais) composé de militaires sous l'autorité du préfet maritime de la Manche et la mer du Nord.

Il est 1h48, quand l'un des occupants explique qu'ils sont 34 à bord d'un bateau « cassé ». À 1h51, la personne téléphone au SAMU du Pas-de-Calais, qui transfère son appel au CROSS. « Apparemment leur bateau, il n'y a plus rien qui va dessus », prévient le SAMU. La communication dure près de 14 minutes. La localisation du bateau est communiquée à 2h05 et 2h06 au CROSS qui ne va pourtant pas envoyer un moyen de sauvetage mais saisir le centre de coordination des secours anglais. À 2h10, l'embarcation signale de nouveau sa localisation qui la situe toujours en eaux françaises. À 2h28, le CROSS rappelle les Anglais « ils sont actuellement dans votre zone. » et, étant dans la zone anglaise, ils ne relient plus de sa responsabilité.

De l'inhumanité comme moyen de gérer les conséquences du dérèglement climatique

Alors que le SAMU essaye de transférer un nouvel appel, l'opératrice du CROSS fait valoir que « *de toute façon, maintenant, ils sont dans les eaux anglaises et que s'il rappelle il faut lui dire de contacter le 999* ». Entre 2h43 et 4h22, 15 appels à l'aide. À un moment la communication coupe et on entend alors l'opératrice commenter, en aparté : « *Ah bah t'attends pas, tu seras pas sauvé, ça te fera les pieds. "J'ai les pieds dans l'eau." Bah, je t'ai pas demandé de partir.* » Ensuite, elle s'énerve : « *Les Anglais, ils vont vite s'occuper d'eux, parce que ça commence à me gonfler, là* ». À 3h51 nouvel appel au secours, réponse du CROSS : « *Les secours seront là dans 20 minutes* ». Mais ils n'arrivent pas. Le navire *Concerto* a signalé au CROSS « *voir une embarcation arrêtée* », et demande la conduite à tenir. L'opérateur du CROSS lui dit de continuer sa route, « *un patrouilleur français va venir* ». Le CROSS continue d'enjoindre aux passagers d'appeler le 999. Peu après 5 heures, l'événement est clos sous la mention « *secouru* ». Il est 13h49, le 24 novembre 2021, quand le patron pêcheur du *Saint-Jacques* prévient de la découverte des corps. Aucun moyen de sauvetage n'a été envoyé au secours de l'embarcation...

Pourquoi lier ces 2 événements, l'un à propos des conséquences du réchauffement/dérèglement climatique

l'autre du défaut d'assistance aux réfugiés : parce qu'en 2020, on estime à 33,4 millions de réfugiés, dont 24,9 millions en lien avec des catastrophes naturelles (dont 95 % sont liées au réchauffement climatique). Le rapport de la Banque mondiale annonce 243 millions de réfugiés climatiques d'ici à 2050.

Face à ces bouleversements climatiques et leurs conséquences dramatiques, devons-nous compter sur des fonctionnaires obéissants et soucieux de respecter l'autorité, officiant au sein d'une administration étatique se voulant rationnelle, fonctionnaires mettant en suspens leur jugement et faisant preuve d'une inhumanité telle que celle exprimée le 24 novembre 2021 ?

Pour reprendre les mots de Robert Merle : « des fonctionnaires moraux à l'intérieur de l'immoralité, consciencieux sans conscience, petits cadres que leur sérieux et leurs "mérites" portaient aux plus hauts emplois. »

Voit-on se représenter un temps qui a donné naissance à une inhumanité criminelle, temps bien défini par Bertold Brecht à la fin de "a résistible ascension d'Arturo Ui : « Vous, apprenez à voir, plutôt que de rester les yeux ronds... Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde. » □

Le Qatar : une dictature religieuse sous les projecteurs.

Qu'on boycotte ou non la Coupe du monde, on reconnaîtra que sa localisation au Qatar a mis ce pays sous les projecteurs, et que ce n'est pas à son avantage.

Ainsi, personne ne peut encore ignorer la façon dont les travailleurs, originaires d'Asie ou d'Afrique, y sont exploités honteusement, parfois jusqu'à en perdre la vie.

Personne ne peut ignorer non plus le scandale écologique de ces stades climatisés à l'heure de l'urgence climatique.

Ou que dans ce pays, c'est la religion qui fait la loi.

Certes, le Qatar, malgré son soutien aux Frères musulmans à travers le monde, est considéré comme plus « ouvert » et plus « tolérant » que d'autres pays islamistes. D'aucuns diront même qu'il évolue dans le bon sens, les femmes ayant par exemple le droit de voter aux quelques élections autorisées. Mais la charia y reste la source du droit, et l'islam y est décliné dans sa version wahhabite (très rigoriste, même si de façon édulcorée

**QATARSTROPHIQUE:
ILS SE FOOTENT DU MONDE!**



dans ce pays).

La Coupe sera donc l'occasion d'exposer une dictature religieuse.

On découvrira ainsi que, même si l'émirat se libéralise depuis le milieu des années 1990, le pouvoir se transmet toujours de père en fils dans la famille régnante ; que partis politiques et syndicats restent interdits ; que les démonstrations d'affection entre hommes et femmes sont interdites en public ; que l'homosexualité

reste passible de la peine de mort ; que l'instruction religieuse est obligatoire à l'école ; que la polygamie est toujours présente, l'émir profitant lui-même de trois épouses...

Bref, si les supporters sur place seront restreints sur l'alcool, vendu exclusivement dans des *fan zones* limitées, ce n'est pas le plus grave !

Alors cette exposition en pleine lumière des turpitudes du pays provoque des discussions chez les amateurs de football : regarder ou boycotter les matchs ?

Cela dit, pendant que les footeux se triturent la conscience sur le cas du Qatar, la France continue de lui acheter du gaz, de lui vendre des *Rafales*, de le laisser acheter clubs de foot ou palaces jusqu'au cœur de Paris, tout en lui accordant – depuis la présidence Sarkozy – des avantages fiscaux sur ses investissements dans l'Hexagone...

À vous de voir maintenant si vous sentez coupable en regardant la Coupe sur *beIN Sports*... chaîne qatarienne. □